

Convention collective régionale

**IDCC : 8113. – EXPLOITATIONS DE MARAÎCHAGE, ARBORICULTURE,
HORTICULTURE, PÉPINIÈRES ET CRESSICULTURE
(Ile-de-France)**

**AVENANT N° 9 DU 13 JANVIER 2016
À L'ACCORD « PRÉVOYANCE » DU 30 JANVIER 2008**

NOR : AGRS1697090M
IDCC : 8113

Entre :

La FRSEA d'Ile-de-France,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

Le SFPAH CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont souhaité apporter des précisions destinées à rendre plus lisibles et cohérents les avenants n° 7 du 24 juin 2015 et n° 8 du 19 novembre 2015 à l'accord de prévoyance du 30 janvier 2008.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} « Champ d'application » est modifié comme suit :

« Le présent accord concerne les salariés non ressortissants de la CCN AGIRC de 1947 qui relèvent de la convention collective de travail du 8 septembre 2006 concernant les salariés des exploitations d'arboriculture, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières et de cressiculture d'Ile-de-France (départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95). »

Article 2

L'article 7 « Cotisations et organisme gestionnaire » est modifié comme suit :

L'alinéa 3 est ainsi rédigé : « Les cotisations des garanties de prévoyance sont dues le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté continue dans une entreprise appartenant à un secteur d'activité relevant du présent accord pour les garanties incapacité de travail, incapacité permanente, décès et assurance des charges sociales. Les prestations de

ces garanties prennent également effet le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise. »

L'alinéa 4 est supprimé.

L'alinéa 5 (qui devient l'alinéa 4) est ainsi rédigé : « Les cotisations avec portabilité incluse sont réparties comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART SALARIALE
Incapacité de travail	0,69	0,31 (*)	0,38
Invalidité	0,31	0,25	0,06
Décès	0,40	0,40	–
Total	1,40	–	–
Assurance des charges sociales patronales	0,10	0,10	–
Total	1,50	1,06	0,44
(*) Cette cotisation de 0,31 % correspond au financement des dispositions sur la mensualisation prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail, ainsi qu'au financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle. »			

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 13 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)